

Les amis *

Wolfgang Pohrt

C'est la guerre des Russes dans le Caucase, commencée fin 1994, qui est à l'origine de ce livre. Des unités blindées et de l'artillerie lourde avançaient alors sur Groznyï, mettant le siège devant la ville et l'écrasant sous les bombes.

Les avis des experts divergent quant aux causes du conflit. Certains prétendent que pour la Russie « la Tchétchénie constitue un nœud important pour assurer le contrôle des livraisons de pétrole de la mer Caspienne vers l'Europe » (1). Lorsque, à l'automne 1994, un consortium pétrolier occidental, conduit par des sociétés américaines, réussit à mettre la main sur les puits d'Azerbaïdjan, les Russes auraient frappé en Tchétchénie puisque l'oléoduc passe par Groznyï. D'autres analystes pensent que Boris Eltsine a probablement eu besoin d'un succès personnel et qu'il aurait cru pouvoir le trouver rapidement et à peu de frais en Tchétchénie. D'autres, encore, évoquent d'obscurs faucons et va-t-en-guerre, prisonniers de vieilles idées impériales, qui auraient mal conseillé le président russe.

Or, les voleurs ne volent pas parce qu'ils veulent s'emparer d'argent ou d'objets de valeur – qui ne le voudrait pas ? Ils volent parce qu'ils sont des voleurs. On peut toujours trouver des mobiles et des intérêts généraux, mais comme ils sont arbitraires et interchangeable, ils n'expliquent pas grand-chose. Qu'il se fût agi de pétrole azerbaïdjanais ou de diamants

* Cet article est extrait de Wolfgang Pohrt, *Brothers in Crime. Die Menschen im Zeitalter ihrer Überflüssigkeit. Über die Herkunft von Gruppen, Cliquen, Banden, Rackets, Gangs*, Berlin, Édition Tiamat, 1997.

(1) *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le 29 août 1996.

ouzbeks, que l'action fût le résultat d'une euphorie ou d'une dépression, voilà qui n'a pas d'importance pour le résultat.

Ce qui a causé la guerre en Tchétchénie, c'est le fait que des complices s'y sont affrontés. Pour l'un comme pour l'autre, on en était arrivé au moment fatal où il faut régler le différend sur la répartition du butin. Djokhar M. Doudaïev avait aidé Eltsine lors du démembrement de l'Union soviétique, se récompensant par la même occasion lui-même avec un petit État. Eltsine, de son côté, venait tout juste de se débarrasser du communisme et ne se montrait guère enclin à introduire la participation aux bénéfices pour ses collaborateurs. Comme négociateur, le patron envoya un homme qui avait réussi à piller une Armée rouge hautement équipée sans y provoquer de résistance notable. Qui savait si adroitement voler n'aurait qu'à aller assister aux négociations de Groznyï et reviendrait certainement avec la Tchétchénie dans son bagage à main. Ce qu'on oublia dans ce calcul, c'est que l'adversaire, lui non plus, n'avait pas passé son temps à dormir pendant son apprentissage à l'état-major soviétique. Doudaïev était plus vigilant que Andreï Gratchev n'était menteur, et désormais les armes avaient la parole.

La guerre de Tchétchénie, qui ne fut certainement pas un des grands événements du siècle du point de vue de l'importance des dégâts, reste cependant intéressante à maints égards et plus encore pour les réactions qu'elle a provoquées. Tout de même, pendant des semaines, artillerie et missiles pilonnaient une grande ville, qui n'avait pas été évacuée. Attaquer des objectifs civils passe pour indécent lorsque d'autres États que les USA (Hanoï, Bagdad) ou Israël (Beyrouth) font usage de cette tactique. Quand elle fut appliquée dans l'ex-Yougoslavie, il y eut des campagnes médiatiques, des sanctions économiques, des résolutions du Conseil de sécurité et finalement des mises en accusation devant le tribunal international sur les crimes de guerre. Rien de tout cela quand Groznyï fut rayée de la carte.

L'Occident se montra un peu gêné, comme des parents lorsque leur fils préféré, complètement saoul, s'en prend encore une fois aux voisins : c'est un bon garçon... peut-être parfois un peu impulsif. Les médias, eux aussi, jouaient le jeu. Non pas qu'on aurait omis reportages et critiques, mais, par leur dosage et leur place, il devenait clair que l'objection était formulée seulement afin d'apparaître dans le procès-verbal, sans que cela prête à conséquence.

Pour ce qui est de l'Allemagne, Klaus Kinkel joua à la maman câline. Et cela aurait dû surprendre ; car tout le monde se souvenait encore de ses formules martiales censées faire trembler les Serbes : « Kinkel a déclaré que tous les efforts politiques devraient désormais avoir pour objectif de "mettre la Serbie à genoux" ». Au sujet du gouvernement de Belgrade, le ministre des Affaires étrangères affirma que celui-ci "doit flancher" ». « Kinkel a défendu l'idée d'un embargo total sur le commerce et sur le pétrole ». « Dans ses discussions avec les ministres des Affaires étrangères européens, Kinkel a mis l'accent sur la nécessité d'arriver rapidement à une décision portant sur des sanctions sévères contre

les Serbes : “Les Serbes doivent comprendre qu’ils vont manquer d’air” ». « Le ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel a écrit à ses collègues des USA et d’Europe, aux membres du Conseil de Sécurité de l’ONU ainsi qu’au Secrétaire général des Nations unies, Boutros-Ghali, qu’il convient d’isoler la Serbie à l’échelle internationale ». Maintenant qu’il s’agissait de la Russie et de sa guerre en Tchétchénie, cet homme sévère avait opté pour une pédagogie d’amour. Des blâmes et des sanctions, affirma-t-il, n’obtiendraient que le contraire de l’effet voulu car un mauvais comportement résulte toujours d’un manque d’affection. Plus le gamin était mauvais, plus il convenait, par conséquent, de lui prodiguer de l’affection : « Il ne faut plus, selon Kinkel, que les Russes aient le sentiment d’être isolés, exclus ou mis à l’écart. “Des sanctions économiques ne sont actuellement ni nécessaires ni justifiées, a affirmé Kinkel. Exclure la Russie et la mettre le dos au mur n’a aucun sens. L’Europe ne peut pas se permettre que la Russie se sente isolée” ». « Quant à la Tchétchénie “les Russes n’arrivent apparemment pas à bout de la situation” ». « Malgré la guerre en Tchétchénie le gouvernement fédéral compte maintenir ses rapports “d’amitié et de partenariat” avec la Russie, a déclaré Kinkel ». Ce genre de beaux discours peut être nécessaire, comme nous devrions tous l’admettre, si nous mettions honnêtement à l’épreuve notre propre conscience. Nous sommes d’autant moins prêts à le passer aux autres. Les hypocrites et les opportunistes sont, certes, utiles, mais personne ne les aime. Quand quelqu’un se charge, pour des motifs nobles et désintéressés, du rôle qui, en fait de reconnaissance et de gratitude, ne rapportera que du mépris à celui qui le joue, il finit en personnage tragique. Kinkel n’en devint pas un, ne serait-ce que pour la bonne et simple raison que ceux qui font l’opinion publique réagirent en bons copains : la Russie est si grande, c’est une puissance nucléaire, proche qui plus est. Quand le gouvernement français se faisait l’avocat d’une condamnation de la guerre en Tchétchénie par l’entremise de l’Union européenne, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* lançait l’avertissement suivant : « Si des partenaires européens devaient essayer d’imposer ici une politique commune qui comporterait le risque d’une résurgence du vieux conflit entre l’Allemagne et la Russie, alors Bonn ne pourrait pas s’y embarquer comme cela. L’Allemagne a intérêt à maintenir de bons rapports avec la Russie – non pas à cause de Eltsine mais du fait des conditions géopolitiques ».

Celles-ci sont toujours invoquées quand il faut justifier des actions pour lesquelles il n’existe pas d’arguments raisonnables. Que la proximité implique l’amitié ou l’hostilité dépend de ce que les voisins veulent s’entendre ou au contraire ne peuvent se supporter. Certes, la Russie n’est pas loin, immense, et de plus c’est une puissance nucléaire. Mais l’Union soviétique a été encore plus proche et plus grande, au temps où le bloc de l’Est commençait à notre frontière. Et rien, pas même des chars soviétiques à la Porte de Brandebourg n’empêchait alors le gouvernement et la presse de la RFA de vitupérer avec un zèle qui tenait de la litanie contre les brutes épaisses qu’étaient les politiciens et les militaires en place à Moscou, voire les Russes en général.

Dans une nouvelle version, cet éternel classique aurait pu devenir, cette fois, un véritable tube, parce que, indépendamment de la signification politique qu'on lui prête, la guerre de Tchétchénie était une atteinte au sens esthétique et moral. Voyez plutôt l'énorme Eltsine à la voix d'ours qui, la nuit de la Saint-Sylvestre, légèrement éteint, lève son verre de champagne pendant que dans le centre de Groznyï, les cadavres s'amoncellent ; les répugnants conseillers du président, aussi guindés et empaillés que les commissaires dans un film d'espionnage anticommuniste ; un ministre de la Défense qui non seulement mentait mais encore avait l'air d'un menteur, et finalement les soldats, encore des enfants pour la plupart et dont le comportement rappelait le fatalisme et la résignation hérités des siècles de servage – tout cela constituait une image conforme à ce que la pire propagande de haine antirusse avait brochée de son personnage préféré. Sauf que cette fois-ci, c'étaient les Russes eux-mêmes qui jouaient au Popoff menteur, ivrogne, corrompu et brutal, comme s'ils jouaient une pièce de propagande national-socialiste qu'il conviendrait d'interdire pour incitation à la haine raciale. Rarement une nation et un gouvernement ont fourni au public un objet de haine plus approprié, et rarement la demande sociale n'en a été aussi grande. Saddam ennuyait, Khadafi se taisait, Honecker était mort et les Serbes étaient usés jusqu'à la corde. Un peu de changement n'aurait pas été de refus – au moins un nouvel ennemi pour galvaniser à nouveau les foules, quand dans leur propre camp il n'y avait rien de plus intéressant que des vieilles histoires assommantes de Stasi, et la progression constante des chiffres du chômage. Et pourtant, le temps passa sans que personne, pas même quelque obscur député de l'opposition ne saute sur l'occasion pour se faire un peu de publicité sans risque.

Les raisons en restaient énigmatiques. Aucune analyse n'aida à trouver fût-ce le moindre commencement d'une solution. En revanche, certaines images resurgissaient de la mémoire. Lorsque, à un moment donné, Kinkel rendit visite à son collègue russe qui, à l'époque, s'appelait encore Andreï Kozyrev, on put lire dans le *Stuttgarter Zeitung* du 21 décembre 1993 le reportage suivant sous le titre « Dans la neige jusqu'aux genoux » : « Après avoir sué pendant des heures dans le sauna du couvent de Prokovskiy de la vénérable ville de Souzdal – transformé lui aussi, sous le communisme, en résidence touristique – il [Kinkel] a dû se jeter en compagnie de son collègue russe Kozyrev, en pleine nuit, dans la neige glaciale, comme le veut la coutume [...]. "Avec force bière" s'est terminée alors une journée que Kinkel, selon ses propres dires, n'oubliera pas de sitôt ».

Peut-être des gangsters réagissent-ils réellement ainsi. Du moins, tous les spectateurs de cinéma en sont convaincus et il y a des raisons pour cela. Dans le cas d'une alliance, les chefs de bande sont tenus d'entretenir entre eux des rapports très personnels, comme éléments stabilisateurs de leur relation en quelque sorte, puisque le côté matériel de celle-ci n'est pas fait pour créer de la stabilité. L'intérêt matériel qui réunit les compères les sépare également. Car chacun garderait volontiers pour lui-même le profit qu'il peut tirer de l'alliance avec l'autre et il n'existe nul rapport de droit qui

poserait des limites objectives à cette volonté subjective. Au contraire, des parts de bénéfiques cachées, des parts cachées de butin ne peuvent être récupérées par des moyens légaux, mais là n'est pas le seul problème pour les chefs. Ils ont besoin de confiance et d'amis puisqu'ils se tiennent non seulement en dehors de la société, mais, en vertu de leur rang, en dehors aussi de la bande qu'ils dirigent. Sans la consolation d'être des héros solitaires parce que méconnus, ils doivent se sentir seuls et abandonnés ; car leurs mobiles ne sont pas héroïques mais vulgaires. Nulle instance de recours imaginaire, qu'elle soit céleste ou transcendantale, ne leur fera oublier l'échec qui les menace à tout instant, puisque tout sentiment de justice leur fait défaut.

C'est à l'état d'esprit qui naît ainsi que Kinkel faisait appel en recommandant que la Russie n'ait pas le sentiment d'être « isolée, exclue ou mise à l'écart ». Voilà qui cause chez les caïds une peur panique. Don Antonio Calderone, un ancien mafieux repent, a raconté à Pino Arlacchi comment une tierce personne peut réagir quand les deux autres discutent en aparté : « Le déjeuner a duré longtemps ; à un moment donné, Coppola et Riina sont allés dans une autre pièce et ont discuté pendant pas mal de temps. Quand Baddalamenti a eu vent de cette conversation entre eux deux, il est entré dans une grande colère contre Coppola ; il voulait même prendre des mesures contre lui » (2). Des récits de l'intérieur de la nomenklatura soviétique décrivent le même phénomène. Le copinage y aurait pour complément « le sentiment de solitude que ressent chaque bureaucrate ». Il « découvre qu'il n'est lui-même qu'un loup dans une horde de loups, entouré, certes, de ses semblables mais néanmoins solitaire et menacé » (3). Les incessantes manifestations de solidarité et d'amitié ainsi que les baisers fraternels doivent faire oublier que les collègues sont « comme des rats ». « Au moindre signe de faiblesse chez l'un des leurs ils se jettent sur lui pour le dévorer » (4).

Si l'on tient compte de telles considérations, on peut lire le journal sans perfidie. Les histoires à l'eau de rose dans les pages politiques traduisent un état de la société dans lequel les individus se sont tellement affaiblis que même ceux qui gouvernent ont besoin d'amis influents. Dans son édition du 18 mars 1995, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* citait la confession suivante de Eltsine : « Je dirais qu'Helmut Kohl est au monde l'homme politique auquel je téléphone le plus. Nous sommes de vrais amis » (5). Des amis, voilà ce qu'ils sont tous.

(2) Pino Arlacchi, *Mafia von innen. Das Leben des Don Antonio Calderone*, Frankfurt, S. Fischer, 1995, p. 119.

(3) Michael S. Voslensky, *Nomenklatura. Die herrschende Klasse der Sowjetunion*, Wien, Molden, 1980, p. 415.

(4) *Ibidem*, p. 436.

(5) Le phénomène est connu, mais on n'en perçoit pas plus les analogies – par exemple avec le « *killling et kissing* » dans les pays arabes ou les baisers fraternels dans l'ancien bloc de l'est – qu'on ne le prend réellement au sérieux. Dans un éditorial intitulé « Crise d'entendement », le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (17 juin 1996) regrette la décadence de la « communication des élites » : même dans des milieux haut placés, l'entendement sur les choix de société serait absent, selon le journal. Sous le chancelier Kohl, celui-ci aurait été « placé de plus



Boris Eltsine et Bill Clinton, octobre 1995.

Au temps de Mikhaïl Gorbatchev, « Helmut » et « Mikhaïl » se tutoyaient. « Ce qui frappe les journalistes, lors des rencontres entre Eltsine et Clinton, c'est la relation amicale des deux chefs d'État, l'ambiance "Bill et Boris" » (6). Le côté chenapan se traduit dans la physionomie, car souvent on accorde aux hommes politiques d'aujourd'hui un charme juvénile et polisson. La mise en scène publique du copinage entre personnages de haut rang plaît à la foule, car la fraternisation en vue de quelque vilain exploit promet la force qui fait défaut aux faibles individus. Il n'est donc guère surprenant de voir Kohl défendre devant le Parlement allemand son refus de toute critique à l'encontre de la campagne russe dans le Caucase, arguant que blâmer publiquement un ami en détresse serait une trahison. Et, il est vrai que d'un véritable ami on n'attend pas de discours moralisateurs mais de l'aide pratique et un soutien inconditionnel dans des situations difficiles, comme celles qui surviennent quand quelqu'un s'est fait prendre en train de piquer dans la tirelire du bureau.

Notons cependant que, dans le cas de la Tchétchénie, on a parlé parfois de séparatisme, souvent de la « république caucasienne rebelle », mais jamais de « la jeune démocratie qui aspire à l'indépendance », ou que Douaïev fut blâmé pour avoir enfreint les règles du jeu démocratique, alors que Eltsine fut couvert de louanges pour avoir pilonné et fait prendre d'assaut son propre parlement. Notons par ailleurs que la campagne contre la Tchétchénie fut considérée comme une affaire intérieure à la Russie et non comme une « agression grand-

en plus sous le signe de l'amitié ». Il n'existerait plus, en Allemagne, « de culture de conflit rationnelle ». À quoi bon discuter quand tous veulent la même chose et, qu'à la fin, le droit du plus fort l'emporte ?

(6) *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 mars 1996.

russe » et que la Russie pouvait faire ce que l'on interdisait à la Yougoslavie, à savoir régler le différend sur la question du territoire national par des moyens militaires. Pendant cinq ans, l'Occident avait veillé à ce que toute bande capable d'assurer le contrôle sur un quelconque territoire fût gratifiée de l'attribut « État souverain » par l'assemblée générale de l'ONU. Ainsi étaient nés la Macédoine, la Croatie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, le Tadjikistan, l'Ukraine et bien d'autres encore. Mais, maintenant qu'il s'agissait de soutenir un copain, il n'était plus question du droit des peuples à l'autodétermination. Ceux-là mêmes qui souhaitent que dorénavant l'on bannisse à tout jamais toute violence comme instrument de la politique se rappelaient l'Histoire. Lors du sommet du G7, en avril 1996 à Moscou, Clinton se dispensa de « critique directe » dans le dossier tchéchène et sembla justifier l'attitude russe en se rapportant à la guerre de sécession américaine. « Les États-Unis sont d'avis que la Tchétchénie constitue une partie intégrante de la Russie ». L'Amérique avait bien eu sa guerre civile. Le président Lincoln aurait alors déclaré qu'« aucun État n'avait le droit de faire sécession des États-Unis » (7).

Ambiguïtés et partialités ont, il est vrai, toujours fait partie de la politique car celle-ci est constituée, d'une part, de principes, et d'autre part, d'intérêts. Faire apparaître les uns et les autres comme s'ils étaient en harmonie est un tour de force qui réussit rarement à la perfection. Ce n'était donc pas l'échec des efforts de justification qui était nouveau. Ce qui l'était, c'est que ces efforts ne fussent pas pris au sérieux et qu'en RFA un boulot aussi délicat soit laissé entre les mains d'un homme dont le niveau rhétorique est celui d'un gendarme de village un peu simplet. Kinkel n'était pas une panne du système, il était le système lui-même et Kohl en personne finit par le prouver en renonçant ostensiblement à toute tentative de mettre la volte-face en accord avec la ligne générale.

Jusqu'alors, les gouvernements des démocraties de masses modernes, y compris dans leurs variantes dictatoriales, avaient toujours essayé d'expliquer leur politique à la population par l'information ou la propagande. Même les falsifications historiques les plus curieuses – comme la contre-façon de vieux journaux ou les retouches sur des photos publiées jadis, comme c'était l'usage sous Staline – constituaient une marque de respect devant l'idée qu'un gouvernement doit, au fond, rester fidèle à ses principes et qu'il doit informer la population de la justesse de sa politique et la justifier moralement. Quand un chancelier, au sens des réalités éprouvées, déclare devant son parlement qu'il n'entend pas blâmer une autre nation pour les violations des droits de l'homme commises par son armée parce qu'il est l'ami personnel du commandant en chef de cette nation et de son armée, alors cela signifie que s'est imposée tacitement une nouvelle conception de la politique qui était encore contestée peu de temps auparavant.

(7) *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 avril 1996.

Tout comme Kohl, le premier ministre de Bavière, Max Streibl, s'était lui aussi réclamé de relations personnelles : les petites faveurs entre amis devraient aller de soi, non ? Mais, contrairement à Kohl ultérieurement, Streibl avait été largement désapprouvé et avait même dû démissionner. Cependant, l'allusion contenue dans la formule ambiguë de l'« affaire Amigo » (8) trahissait déjà un accord secret que révéla peu après une attitude ouvertement compréhensive.

C'est un fait que l'on ne saurait concevoir certains secteurs de la vie politique sans « amigos ». Dans son étude « *Organized Crime in Chicago* », troisième partie de l'ouvrage *The Illinois Crime Survey* publié en 1929, John Landesco a souligné que c'était, entre autres, la capacité d'entretenir de vraies amitiés qui fit de Big Jim Colosimo le roi sans couronne de tous les chefs de gangs dans le Chicago d'avant la prohibition (9). Le chef de bande, qui devait avoir l'embonpoint de Kohl et bon nombre des traits de caractère que l'on prête au Chancelier, se fit de nombreux amis fiables et influents dans les milieux politiques. La base de cette sympathie mutuelle était peut-être le fait que des chefs de bande et des hommes politiques démocrates sont des maîtres révocables. Ils dépendent des sentiments d'autrui, de l'estime et des craintes qu'ils inspirent. Mais on ne peut guère faire confiance aux sentiments de la meute ou de la foule. C'est pour cela que les hommes politiques et les chefs de gangs essaient de compenser leur manque d'assurance en contractant des relations stables. Ils ont besoin d'amis comme Colosimo : « Colosimo était un balèze en amitié. Il se fit de nombreuses amitiés à tous les niveaux de l'échelle sociale. Ces amitiés étaient des relations personnelles. En démocratie, le pouvoir politique repose sur l'amitié. Un homme est votre ami, non seulement parce qu'il est aimable à votre égard, mais aussi parce que vous pouvez lui faire confiance, parce que vous savez qu'il vous restera fidèle et qu'il tiendra sa parole. Du côté des docks et aussi partout ailleurs, parmi les gens du peuple, la politique est un rapport féodal. Le système féodal était basé non pas sur le droit mais sur des allégeances personnelles. C'est pour cela que la politique a tendance à devenir un système féodal. Les gangs, eux aussi, reposent sur une base féodale – à savoir sur des allégeances, des amitiés et avant tout sur la fiabilité. C'est

(8) Affaire de pots-de-vin qui a éclaboussé la classe politique allemande en 1996.

(9) La loi fédérale de prohibition entra en vigueur le 17 janvier 1920 et devait le rester jusqu'en 1933. James « Big Jim » Colosimo, le « Levee King » était dans le business depuis le début du XX^e siècle ; depuis 1912, il passait pour le « vice-seigneur du littoral sud ». Le 11 mai 1920, il fut assassiné par des rivaux, probablement de sa propre bande. Son successeur fut, pendant quatre ans, son neveu Jonny Torrio. Ce fut Torrio qui fit venir Al Capone à Chicago, les deux se connaissaient des « Five Pointers » de New York. Capone renversa Torrio en 1925 et réussit à se maintenir jusqu'en 1931, date à laquelle son candidat à la mairie perdit les élections. Au mois d'octobre de la même année, il fut condamné à onze ans de prison pour fraude fiscale. Après neuf ans en prison, dont six à Alcatraz, Capone fut libéré fin 1939. Torrio est né en 1877 (Landesco), 1888 (Kobler) ou 1882 (Compton's Interactive) en Italie et mourut en 1957. Fils d'immigrés italiens, Capone est né en 1899 à New York et mourut en 1947 à Palm Island des suites d'une syphilis. Il est enterré à Chicago.

une des raisons pour lesquelles hommes politiques et gangs s'entendent si bien et si souvent contre l'intérêt public, plus lointain » (10). L'amitié, cela veut dire distinguer l'ami de l'ennemi. Accorder à l'amitié la priorité absolue implique qu'en cas de conflit la distinction entre le vrai et le faux, le juste et l'injuste, le Bien et le Mal ne saurait jouer qu'un rôle secondaire. En conséquence, l'amitié tend à saper l'ordre moral d'une communauté et Landesco pense qu'en politique il convient de tolérer cet inconvénient, car nouer et entretenir des amitiés fait partie du métier d'homme politique. Des gens qui attachent plus d'importance à des dossiers qu'à des liens personnels, ne sont pas aptes à exercer ce métier : « Nous savons que les idéalistes ne sont pas de bons amis. Selon toute vraisemblance, celui qui, dans la vie, s'intéresse davantage à des abstractions comme la justice, l'humanité et la droiture, au détriment des relations plus immédiates et personnelles, ne fait pas une personne sociable ou un homme politique de valeur » (11).

Le type d'homme politique décrit par Landesco avait cependant un champ d'action limité. Dans une grande ville américaine, des politiciens locaux peuvent conforter leur propre pouvoir par des arrangements avec des chefs territoriaux, car la communauté y est constituée du rassemblement clairement discernable de groupes ethniques organisés sur une base tribale tendant à se constituer en ghetto, possédant peu de sens civique, mais un grand sens de l'appartenance commune. Par contre, on a du mal à s'imaginer une nation comme un consortium d'organisations tribales, subdivisées elles-mêmes en formations claniques et familiales, dont les chefs ont le pouvoir, face à des tiers, de se porter garants de la loyauté de leurs partisans. La constitution stipule que ceux qui gouvernent sont élus par d'innombrables individus autonomes lors de votes libres et secrets. Ceux-ci auraient en commun qu'ils comprennent leur cohésion comme impersonnelle, engendrée par des principes et les règles qui en découlent. Qui veut obtenir le pouvoir dans l'État doit pouvoir représenter les deux. Il faudrait donc bien qu'il possède un sens pour « des abstractions comme la justice, l'humanité et la droiture ». La société de classes – et même ses adversaires le lui attestent – a besoin à son sommet, non pas de copains, mais d'idéalistes, car elle doit elle-même s'idéaliser en communauté de sujets individuels libres et égaux. On pourrait en conclure qu'aucun homme politique ne pourrait se permettre l'abandon ouvert de principes moraux. Il détruirait alors la fiction qui constitue là le fonds de commerce de la société bourgeoise et ses partisans, blessés dans leur narcissisme collectif, le lâcheraient.

Contrairement à toutes ces suppositions, ni Kohl ni ses collègues ne provoquèrent de protestations à l'étranger en devenant les compères de Eltsine. Ils ne lésinaient pas en encouragements, soutenant le président

(10) John Landesco, *The Illinois Crime Survey (1929)*, Chicago, University of Chicago Press, 1968, p. 193.

(11) *Ibidem*.

russe avec des sommes énormes, car la première guerre de Tchétchénie a non seulement coûté la vie à 80 000 personnes, mais aussi une grande quantité d'argent. Voici les faits : début mars 1996, le FMI accorda à la Russie un nouveau crédit – 10,1 milliards de dollars répartis sur trois ans. Cette décision, put-on lire dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 4 mars 1996, « était soutenue par le président Clinton et le chancelier Kohl » alors que des critiques y voyaient un « soutien électoral manifeste pour le président Eltsine ». Une mesure supplémentaire fut rendue publique le 7 mars 1996 : « La Russie recevra des banques allemandes un crédit de 4 milliards de marks, garanti par le gouvernement fédéral » (12). Le *Stuttgarter Zeitung* du 9 mars 1996 commenta la décision comme suit : « Nous finançons donc aussi indirectement la guerre en Tchétchénie, ce qui est embarrassant ». Le 27 mars 1996, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* calcula que « la garantie supportée par le gouvernement fédéral pour la Russie était de l'ordre d'environ 57 milliards de marks ».

À la mi-avril 1996, eut lieu à Moscou le sommet dit « du G-7 ». Pour les chefs de gouvernement des plus grands pays industriels, la réunion était une occasion de présenter leurs civilités à Eltsine. Il ne faisait de doute pour personne qu'il s'agissait là d'un soutien pour la campagne électorale du président en exercice. Le Chancelier Kohl devait l'admettre lui-même : « Le soutien le plus manifeste pour Eltsine venait de la part du Chancelier Kohl qui, ne voulant pas commenter les élections, s'est borné à dire qu'on savait du reste à qui allaient ses sympathies. À la question de savoir si le sommet ne pouvait pas paraître comme un soutien électoral à Eltsine, Kohl répondit : "Quel mal y aurait-il à cela ?" » (13). Début mai, arrivèrent de nouveaux dons : « Un mois avant l'élection présidentielle en Russie, la Banque mondiale, à Washington, a accordé au pays un nouveau crédit de l'ordre de 200 millions de dollars (environ 300 millions de marks), promettant par ailleurs d'autres prêts d'un montant de 537 millions de dollars destinés à des fins sociales. Ce nouveau prêt de la Banque mondiale devrait soutenir les efforts du président Eltsine en vue de sa réélection, tout comme le crédit de 10 milliards de dollars accordé par le FMI en mars » (14). Le 13 mai 1996, on put lire dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* que Clinton avait obtenu une aide financière de 233 millions de marks pour Moscou, en arguant que le gouvernement russe « sert les intérêts nationaux des États-Unis ». Le lendemain, le même quotidien rapporta que « quelques semaines avant les élections présidentielles russes du 16 juin, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) ont adopté un programme d'action pour soutenir la Russie ». Dans les délégations, on aurait « parlé ouvertement d'un soutien pour la campagne électorale du président Eltsine » (15). Le 16 juin,

(12) *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 7 mars 1996.

(13) *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 mars 1996.

(14) Dépêche *Associated Press*, 2 mai 1996.

(15) *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 mai 1996.

le jour du vote, *Bild am Sonntag* publia finalement le commentaire de Klaus Kinkel (FDP), ministre des Affaires étrangères, intitulé « Nous misons sur Eltsine » : « Le gouvernement fédéral soutient les forces réformatrices, incarnées en la personne de Boris Eltsine. Malgré toutes les critiques à l'égard de sa politique en Tchétchénie, nous avons pu lui faire confiance. Après bien des années difficiles, nous avons développé de bons rapports amicaux avec la Russie. Et cela est extrêmement précieux » (16).

Il n'y eut pourtant ni envie ni avarice, ces sentiments populaires au demeurant les plus fiables. Que l'ami Eltsine se vit offrir par Kohl les milliards économisés dans le domaine de la politique sociale pour acheter des obus, ne souleva pas la moindre indignation. En vertu de quoi on put conclure que, selon toute vraisemblance, on vivait dans une société qui s'est depuis longtemps faite à l'idée qu'elle est composée d'une multitude de bandes.

Wolfgang Pohrt

Sociologue, essayiste - Allemagne

Texte traduit de l'allemand par Wolfgang Kukulies, avec la collaboration de Joël Bastenaire.

(16) *Bild am Sonntag*, 16 juin 1996.